



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MARTIN BROWER France**

ZAC de l'Arnahurt  
13 impasse de l'Arnahurt  
33650 La Brède

Références : 2026-983  
Code AIOT : 0003107200

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement MARTIN BROWER France implanté ZAC de l'Arnahurt 13 impasse de l'Arnahurt 33650 La Brède. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a porté essentiellement sur la réalisation du plan de défense incendie de l'établissement, prescrit par l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARTIN BROWER France

- ZAC de l'Arnahurt 13 impasse de l'Arnahurt 33650 La Brède
- Code AIOT : 0003107200
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Martin Brower à la Brède est un entrepôt de stockage de matières combustibles, partiellement frigorifique, qui stocke des denrées consommables pour la marque McDonald's. Initialement déclaré sous la rubrique 1510, il bénéficie du régime de l'enregistrement par antériorité à la modification de la nomenclature (courrier de demande du bénéfice de l'antériorité du 1<sup>er</sup> décembre 2021, puis arrêté préfectoral du 5 août 2022).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que le plan de défense incendie demande quelques améliorations pour pouvoir être un document véritablement opérationnel en cas de sinistre.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte et première intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées,</li> </ul>

<p>y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</p> <p>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les schémas d'alarme et d'alerte sont présents ; le PDI met l'accent sur l'évacuation mais le rôle de l'équipe de première intervention est incomplètement décrit, et de manière parfois contradictoire avec la pratique annoncée, notamment avec les consignes d'évacuation. L'exploitant indique que l'ensemble du personnel est formé à la première intervention, avec une mise en situation une année sur deux. Les formations sont tracées dans le logiciel interne auquel le PDI se réfère.</p> <p>Les modalités d'accueil des services d'incendie sont suffisamment décrites dans le PDI : l'agent du poste de garde, qui est gardienné 24/24, assure cette fonction.</p> <p>On note que le directeur des opérations a de nombreuses actions à accomplir, qu'il serait utile de synthétiser dans une fiche réflexe.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète son PDI de façon à décrire l'organisation de la première intervention qu'il compte réellement mettre en œuvre en cas d'accident.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Plan de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans de l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de défense incendie comprend : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les plans des cellules de stockage et des murs coupe-feu sont présents dans le PDI, et correspondent à la situation constatée sur le terrain. Les locaux présentant un risque particulier sont mentionnés sur une photographie aérienne distincte, mais gagneraient à figurer dans le plan des cellules. Le PDI ne fournit pas de plan des réseaux et égouts : le devenir des eaux d'extinction d'incendie n'est pas clair à la lecture du document.</p>

<p>Les ressources en eau sont indiquées, mais l'indication de la vanne de barrage est peu lisible et la vanne elle-même semble faire l'objet d'une confusion avec une autre vanne à proximité. Par ailleurs, un poteau incendie est mentionné sur le plan, qui se trouve à l'intérieur de la propriété voisine de JPS, et dont l'accès semble dorénavant être interdit par un portillon.</p> <p>On note que les besoins minimaux en eau de l'établissement sont couverts par la bâche souple de 420 m<sup>3</sup> situés dans l'établissement Martin Brower, et un des deux poteaux incendie visés dans l'arrêté préfectoral (besoin totaux 540 m<sup>3</sup>).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant complète les informations manquantes, de la façon la plus claire et opérationnelle possible : notamment l'emplacement des risques particuliers, et les organes à manœuvrer pour retenir les eaux d'extinction d'incendie.</b></p> <p><b>L'exploitant précise les moyens et garanties d'accès dont il dispose au poteau incendie présent dans l'établissement JPS, et intègre ces éléments dans son PDI. Si ce poteau n'est plus accessible, il met à jour ses moyens de défense incendie en conséquence.</b></p> <p>L'exploitant pourra utilement se positionner sur la disponibilité d'un poteau incendie situé à proximité du portail arrière, non visé dans les documents susmentionnés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Plan de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction automatique et commandes manuelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de défense incendie comprend : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22. (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est pourvu d'un système d'extinction automatique, dont une description sommaire est fournie dans le PDI. L'exploitant n'a pas su préciser la nature de l'agent d'extinction (eau avec ou sans émulseur) et son comportement dans le cas de l'extinction des huiles stockées en bidons dans la cellule C1.</p> <p>Les emplacements des commandes des équipements de désenfumage, et des interrupteurs centraux d'alimentation électrique, sont mentionnés dans le PDI, bien que le plan soit peu lisible :</p>

il s'agit d'une reproduction en très petit du plan présent au poste de garde, que les pompiers peuvent consulter à leur arrivée sur le site. Par ailleurs, les modalités d'accès à l'interrupteur central (dans le TGBT, l'accès nécessite un code ou un passe) n'est pas décrit.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant précise le fonctionnement de son système d'extinction automatique, et le cas échéant son adaptation aux feux de nappes. L'exploitant décrit, de façon claire et opérationnelle y compris pour un intervenant extérieur, les modalités d'accès aux organes de sécurité visés par le PDI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois